

La tension monte à Gandrange

A l'approche d'un comité d'entreprise déterminant pour l'avenir de l'aciérie de Gandrange, la tension monte d'un cran. Une rencontre houleuse, avec la direction des aciers longs Europe, n'a rien arrangé.

On ne sait trop rien de ce que veut faire la direction. Mais elle nous a traités par le mépris lors de la commission économique. » Les syndicats de Gandrange sont tous d'accord pour dénoncer la façon dont la direction des aciers longs carbone du groupe Arcelor-Mittal les a traités, mercredi, lors de la seconde commission économique à Luxembourg. « On attendait Gonzalo Urquijo, le numéro 3 du groupe ou Gérard Renz, le président, afin de dépasser le débat franco-allemand, on a eu M. Webersinke, le vice-président des aciers longs. Ce n'est pas forcément un bon signe », relèvent CFDT et CFE/CGC. Mais c'est bien la teneur de l'échange, en présence du cabinet Syndex

venu expliquer son plan alternatif, et les délégués du personnel de l'usine, qui a tourné au vinaigre. « Webersinke a contesté les calculs de Syndex, déclarant qu'ils sont faux. Il a accusé les anciens salariés de Gandrange de refuser de transmettre leurs connaissances aux nouveaux embauchés », relate un communiqué CFDT-CFE/CGC qui parle « d'échange brutal ».

Conflit social

Les deux syndicats reprochent en outre à la direction d'entretenir la confusion sur les raisons du projet de restructuration. « Une fois c'est le four électrique, une autre c'est le service au client et la qualité des produits qui sont

à l'origine des problèmes de Gandrange », ajoutent les syndicats dont les représentants ont fini par claquer la porte face à « l'attitude de mépris affichée par M. Webersinke. »

En attendant, la réponse de la direction aux propositions des syndicats ne sera sans doute pas connue aujourd'hui, plus sûrement la semaine prochaine au moment du comité d'entreprise programmé le 4 avril. Aujourd'hui, secrétaire du comité d'entreprise et direction signeront l'ordre du jour et adresseront les documents aux représentants du personnel. « Mais le CE ne prendra aucune décision, on ne sera que consulté », rappelle la CFE/CGC. Rien ne filtre sur l'éventuelle recevabilité des

projets alternatifs par la direction du groupe. Seule certitude à ce jour l'option d'un repreneur semble de plus en plus problématique, aucune offre n'ayant été adressée au groupe. (lire R.L. du 26 mars).

Pendant ce temps le personnel (120 salariés) de l'usine AMR (ArcelorMittal Revigny), dans la Meuse, est en grève depuis mardi et réclame le départ de son directeur général et du responsable des ressources humaines. Une équipe dirigeante qui avait été mise en place par Mittal quand ISPAT avait repris l'usine en 1999. Petite précision, son principal fournisseur de matière première est l'aciérie de Gandrange.

Bernard KRATZ.